

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Nord  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

STRASBOURG, le 14/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **INTERPOLYMER**

6 RUE MARIE CURIE - ZA SUD  
67160 WISSEMBOURG

Références : 0006701929/MM/CE  
Code AIOT : 0006701929

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement INTERPOLYMER implanté 6 rue Marie Curie - ZA Sud - 67160 WISSEMBOURG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INTERPOLYMER
- 6 rue Marie Curie - ZA Sud - 67160 WISSEMBOURG
- Code AIOT : 0006701929
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une usine de fabrication de polymères.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- rétention, rejets atmosphériques, état des stocks

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 1	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 2	Sans objet
4	Rétention	Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 9.2.b	Sans objet
5	Fiche de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection ne fait pas état de non-conformité. Il est demandé une vigilance particulière

en cas de dépassement persistant sur un des paramètres des rejets atmosphérique lors des prochaines mesures.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> A la demande de l'Inspection, l'exploitant a fourni un état des matières stockées qui comportait plusieurs erreurs ou manquements : <ul style="list-style-type: none"><li>- les quantités y étaient annoncées en "kg" alors qu'elles sont réellement affichées en nombre de contenants (fûts, IBC...) ;</li><li>- certains produits dangereux constatés sur le lieu de stockage n'étaient pas présents dans l'état des stocks comme le "SYNTRAN 5907" ;</li><li>- les produits non dangereux mais potentiellement combustibles n'apparaissaient pas dans l'état des stocks ;</li><li>- les données étaient difficilement compréhensibles et exploitables en cas d'intervention d'urgence.</li></ul> Par son courriel du 22/11/2023, l'exploitant affirme avoir modifié les paramètres informatiques pour l'extraction des données de stockage. Il a fourni un nouvel état des stocks corrigé, plus lisible, comprenant l'ensemble des produits stockés avec leurs caractéristiques, les types de contenants et leurs localisations.  Ce point ne fait pas l'objet de non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant constitue les garanties financières selon l'échéancier suivant :

Période concernée	Montant en euros TTC	Échéance de constitution
pour la période de 1 <sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015	23 255,48 euros	Au plus tard le 1 <sup>er</sup> juillet 2014
pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016	46 510,95 euros	Au plus tard le 1 <sup>er</sup> juillet 2015
pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017	69 766,43 euros	Au plus tard le 1 <sup>er</sup> juillet 2016/
pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018	90 021,90 euros	Au plus tard le 1 <sup>er</sup> juillet 2017
pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019	116 277,38 euros	Au plus tard le 1 <sup>er</sup> juillet 2018

[...]

**Constats :**

L'exploitant a fourni à l'Inspection la déclaration de consignation datant du 06/06/2018 pour le dernier versement attendu.

Ce point ne fait pas l'objet de non-conformité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs suivantes avant toute dilution :

Nature de l'installation / identification de l'émissaire	Paramètres	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux g/h	Flux annuel kg
Oxydation thermique	C.O.V. à l'exclusion du méthane	50	10	40
Évent de la cuve de mélange	Zinc	20	2,5	-

**Constats :**

L'exploitant a fourni les 3 derniers rapports des mesures de concentrations en polluants dans les rejets atmosphériques (02/03/2023, 04/02/2022 et 23/03/2021).

Une non-conformité a été relevée sur le rapport de 2022 avec une mesure moyenne du flux des composés organiques volatiles non méthaniques (COVNM) à 13,45g/h au lieu de 10 g/h.

Une non-conformité plus importante a été relevée sur le rapport de 2023 avec une mesure moyenne de concentration des composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) à 92,5mg/mo<sup>3</sup> au lieu de 50mg/mo<sup>3</sup>.

L'exploitant a justifié le dépassement de concentration des COVNM par le remplacement récent d'un système automatisé ayant entraîné un mauvais réglage d'un brûleur à gaz. Il affirme avoir corrigé cela, et un nouveau contrôle des mesures aura lieu d'ici 2 mois.

L'Inspection demande à l'exploitant de remédier aux dépassements en cas de non-conformité persistante lors des prochaines mesures.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 9.2.b
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <b>Tout</b> stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.[...]
<b>Constats :</b> Selon l'état des stocks fournis par l'exploitant, le hall de stockage contient 657 tonnes de produits en citernes et conteneurs de type IBC. La capacité de rétention nécessaire est donc d'environ 328m <sup>3</sup> (657m <sup>3</sup> /2). La rétention est déportée vers un bassin extérieur d'environ 530m <sup>3</sup> qui est donc suffisant. L'étanchéité du bassin semble bien assurée par une membrane d'étanchéité. Une pompe de relevage est installée avec une commande manuelle afin de procéder à la vidange du bassin en cas de présence d'eau de pluie. L'Inspection a remarqué qu'une quantité importante d'eau était présente dans le bassin. Elle a demandé à tester la pompe afin de vérifier son bon fonctionnement et de procéder ainsi à la vidange du bassin qui contenait des eaux de pluie selon l'exploitant. La vidange s'est bien effectuée. L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit veiller à maintenir le volume de rétention disponible en permanence et actionner la pompe de vidange si besoin. L'exploitant a fourni dans son courriel du 22/11/2023 une mise à jour de procédure pour répondre à cette nécessité. Ce point ne fait pas l'objet de non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fiche de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <b>L'exploitant</b> dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.[...]
<b>Constats :</b> Par échantillonnage, l'Inspection a demandé à consulter la fiche de données de sécurité (FDS) du produit "SYNTRAN 5907" classé dangereux. L'exploitant a su rapidement présenter la FDS demandée. Ce point ne fait pas l'objet de non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

